

Projet de loi 37 et divulgation préventive d'une planification fiscale : pourquoi et comment s'y prendre

18 mars 2020

Auteur



Marie-France Dompierre

Associée, Avocate

Le projet de loi n^o 37 a été sanctionné le 21 février 2020 sous le nom de *Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec*, LQ 2020 c. 2.

Cette loi apporte notamment des changements importants à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ c. C-65.1 et à ses règlements. Nos associées Me Laurence Bich-Carrière (litige civil et commercial) et Me Marie-France Dompierre (litige fiscal) ont déjà abordé l'incidence de ces changements dans le bulletin, [Projet de loi 37: quels changements prévoir pour les marchés publics?](#), publié le 29 octobre 2019.

Nouvelles mesures en matière fiscale – Date butoir pour la production de divulgation préventive tardive

Désormais, l'imposition d'une pénalité à l'égard d'une cotisation finale émise en vertu de la règle générale anti-évitement à une entreprise ou à une personne liée à celle-ci relativement à une opération d'évitement fiscale abusive¹ entraînera une inscription au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (le « **RENA** ») pour une période de **cinq ans**. Les promoteurs des opérations en cause sont aussi susceptibles d'être inscrits au RENA s'ils font l'objet d'une pénalité au même titre.

Afin d'éviter l'imposition de la pénalité décrite ci-dessus ainsi qu'une potentielle inscription au RENA,

les contribuables ayant eu recours à une planification fiscale pouvant être qualifiée d'agressive par les autorités fiscales auront **jusqu'au 21 avril 2020** pour effectuer une divulgation préventive tardive au ministre du Revenu² en produisant le formulaire *Divulgation obligatoire ou préventive d'une planification fiscale* ([TP-1079.D1](#)) ainsi qu'une lettre³ indiquant qu'il s'agit d'une divulgation préventive tardive.

La constitutionnalité de mesures semblables fait actuellement l'objet de débats devant les tribunaux québécois.

1. Articles 1079.13.1 et 1079.13.2 de la *Loi sur les impôts*, RLRQ c. I-3.
2. Article 1079.8.7.1 de la *Loi sur les impôts*, RLRQ c. I-3.
3. Article 44 de la *Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec*, LQ 2020 c. 2.